



STOCKHOLM INTERNATIONAL  
PEACE RESEARCH INSTITUTE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE  
EMBARGO - 25 mai 2026, 00:01 AM CET

Contact : Stephanie Blenckner  
Directrice des communications  
Mobile : +46 8 655 97 47  
Courriel : blenckner@Sipri.org

## Nouveau rapport du Sipri - Le maintien de la paix en péril face à la chute des effectifs et à l'impasse géopolitique

**(Stockholm, 25 mai 2026) - Les tensions géopolitiques, les pressions politiques et les crises de financement mettent en péril la viabilité des opérations multilatérales de maintien de la paix, selon une nouvelle analyse de leurs évolutions et tendances, publiée aujourd'hui par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri). Fin 2025, les effectifs déployés dans ces opérations ont atteint leur niveau le plus bas depuis au moins 25 ans. Ce nouveau rapport et les données qui l'accompagnent sont publiés à la veille de la Journée internationale des Casques bleus des Nations Unies, le 29 mai, et sont disponibles sur [www.sipri.org](http://www.sipri.org).**

Au 31 décembre 2025, le nombre de personnels internationaux déployés dans le cadre d'opérations de maintien de la paix s'élève à 78 633, ce qui représente une diminution des effectifs de 49 % par rapport à 2016, atteignant son niveau le plus bas depuis au moins l'an 2000. Bien que les effectifs aient été en baisse tout au long de cette décennie, l'année 2025 a connu la diminution annuelle la plus forte, soit de 17 %.

*« Si la situation perdure, nous pourrions assister à un affaiblissement dramatique de la gestion multilatérale des conflits et à la marginalisation quasi totale d'institutions comme les Nations Unies, en raison d'une conjonction de facteurs financiers, politiques et géopolitiques », explique Dr Jair van der Lijn, directeur du programme Opérations de paix et gestion des conflits du Sipri. « Il en résultera probablement une augmentation des conflits, et ces conflits auront vraisemblablement des conséquences encore plus graves pour les civils, les États abandonnant des normes établies de longue date. »*

Au total, 58 opérations multilatérales de maintien de la paix étaient actives dans 34 pays ou territoires à travers le monde en 2025. Cela représente trois opérations de moins qu'en 2024. L'Afrique subsaharienne et l'Europe ont accueilli chacune 18 missions, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA) 14, les Amériques 5 et l'Asie-Océanie 3. Près des trois quarts (73 %) du personnel ont été déployés dans seulement cinq missions, dont quatre en Afrique subsaharienne.

### **Des États réticents à financer et incapables de s'accorder sur les opérations de paix de l'Onu en 2025**

Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies ont connu une crise de financement, les principaux donateurs n'ayant pas honoré leurs engagements en temps voulu ou en totalité. En juillet 2025, ces opérations ont accusé un déficit de 2 milliards de dollars américains, soit plus de 35 % de leur budget total s'élevant à 5,6 milliards de dollars pour 2024-25, et plusieurs d'entre elles ont été contraintes de procéder à d'importantes réductions de leurs effectifs.

Au Conseil de sécurité de l'Onu, les exigences inflexibles et les menaces de veto de certains membres permanents ont compliqué les décisions relatives au renouvellement des mandats opérationnels. Par exemple, malgré les violations fréquentes de l'accord de cessez-le-feu de 2024 entre Israël et le Liban, les États-Unis ont exigé la dissolution de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (Finul) lors des négociations sur le renouvellement de son mandat en août 2025. Un compromis a permis au Conseil de sécurité de voter un dernier prolongement de la mission jusqu'en décembre 2026.



STOCKHOLM INTERNATIONAL  
PEACE RESEARCH INSTITUTE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE  
EMBARGO - 25 mai 2026, 00:01 AM CET

Contact : Stephanie Blenckner  
Directrice des communications  
Mobile : +46 8 655 97 47  
Courriel : blenckner@Sipri.org

Le Conseil de sécurité a par ailleurs autorisé le déploiement en Haïti d'une force de sécurité renforcée - la Force de répression des gangs - composée d'une coalition *ad hoc*, ainsi que la création d'un Bureau d'appui des Nations Unies chargé de fournir un soutien logistique et opérationnel. Cette décision fait suite à une initiative soutenue par les États-Unis en 2024, visant à transformer la Mission multinationale d'appui à la sécurité en Haïti (MMAS) en une opération de maintien de la paix dirigée et financée par l'Onu. Cette initiative avait alors été bloquée, principalement en raison du veto de la Chine et de la Russie.

### **Aucune alternative viable à la gestion des conflits menée par l'Onu**

Bien qu'aucune nouvelle opération de maintien de la paix menée par l'Onu n'ait été mandatée depuis 2014, plusieurs autres opérations ont été initiées par des organisations régionales. Cependant, les événements en 2025 ont mis en évidence les limites des missions menées à l'échelle régionale.

À l'instar de l'Onu, des organisations régionales telles que l'Union africaine (UA), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ont également été confrontées à un sous-financement ainsi qu'à une prise de décision bloquée concernant les opérations de paix – par exemple au Soudan et en Ukraine – en raison de rivalités géopolitiques.

*« Les organisations régionales manquent de capacités essentielles pour mener avec succès une consolidation de la paix intégrée et efficace, tout en étant également confrontées à des insuffisances de financement et à une incapacité à parvenir à un accord comme à l'Onu », analyse Claudia Pfeifer Cruz, chercheuse principale au programme Opérations de paix et gestion des conflits du Sipri . « À mesure que la gestion des conflits sous l'égide de l'Onu recule, elle laisse un vide grandissant que les modèles alternatifs sont incapables de combler. »*

Malgré les difficultés, il apparaît que le soutien de principe à la gestion multilatérale des conflits demeure large et solide. Par exemple, en mai 2025 à Berlin, plus de 130 États membres de l'Onu ont débattu des moyens de garantir l'avenir des opérations onusiennes lors de la Conférence ministérielle des Nations Unies sur le maintien de la paix. De plus, les nouveaux accords de paix et de cessez-le-feu incluent souvent des projets de déploiement d'une opération multilatérale de maintien de la paix, y compris le plan de paix pour Gaza d'octobre 2025. Toutefois, au Conseil de sécurité de l'Onu comme au sein des instances régionales, les propositions d'opérations nouvelles ou restructurées se heurtent fréquemment à des divisions politiques, à la réticence d'États hôtes et à des problèmes de financement.

Dans ce contexte, les réponses aux crises internationales s'éloignent de plus en plus des cadres institutionnels établis relatifs aux opérations de paix multilatérales, prenant plutôt la forme d'accords unilatéraux, bilatéraux et *ad hoc*, souvent plus militarisés et plus directement influencés par les intérêts propres des États impliqués.

*« L'effondrement de la gestion multilatérale des conflits n'est pas inévitable. Il existe manifestement un large soutien de principe aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies », souligne Claudia Pfeifer Cruz. « Toutefois, pour pérenniser la gestion multilatérale des conflits, les États devront aller au-delà des simples déclarations. Ils devront assurer un financement prévisible et créer un espace politique suffisant pour permettre des réponses multilatérales efficaces. »*



STOCKHOLM INTERNATIONAL  
PEACE RESEARCH INSTITUTE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE  
EMBARGO - 25 mai 2026, 00:01 AM CET

Contact : Stephanie Blenckner  
Directrice des communications  
Mobile : +46 8 655 97 47  
Courriel : blenckner@Sipri.org

## Autres développements notables

- Les dix plus grands contributeurs de troupes aux opérations multilatérales de maintien de la paix sont tous originaires du Sud global. L'Ouganda arrive en tête, suivi du Népal, du Bangladesh et de l'Inde. Les autres pays contributeurs se situent en Afrique subsaharienne (Rwanda, Éthiopie, Burundi et Kenya) ou en Asie-Océanie (Pakistan et Indonésie).
- Les effectifs déployés ont augmenté aux Amériques et en Europe, mais ont diminué dans toutes les autres régions.
- Deux nouvelles opérations de maintien de la paix ont été créées en 2025 : la Mission de soutien et de stabilisation de l'Union africaine en Somalie (AUSSOM) et la Force de répression des gangs (FRG) en Haïti. Toutes deux ont remplacé des missions existantes.
- Quatre opérations de maintien de la paix se sont achevées en 2025 : en République démocratique du Congo, en Haïti, en Irak et dans la région du Haut-Karabakh en Azerbaïdjan.

## À l'attention des rédacteurs

La base de données du Sipri sur les opérations multilatérales de maintien de la paix fournit des données complètes, fiables et faisant autorité sur toutes les opérations multilatérales de paix (qu'elles soient de l'Onu ou non) menées dans le monde. Selon la définition du Sipri, une opération multilatérale de paix doit avoir pour objectif déclaré : *a*) de faciliter la mise en œuvre d'accords de paix déjà en place, *b*) de soutenir un processus de paix ou *c*) de contribuer aux efforts de prévention des conflits ou de consolidation de la paix.

Les missions de bons offices, de constatation des faits ou d'assistance électorale, ainsi que les missions composées d'individus ou d'équipes de négociateurs non résidents, ne sont pas incluses. Les opérations impliquant des forces armées opérant principalement sur leur territoire national ne sont pas non plus considérées comme des opérations multilatérales de maintien de la paix et ne sont donc pas incluses. Les effectifs mentionnés ici concernent exclusivement le personnel international déployé dans le cadre d'opérations multilatérales de paix.

Pour des données et des analyses sur les opérations multilatérales de maintien de la paix en 2025, voir : [Developments and Trends in Multilateral Peace Operations, 2025](#) et [key data visualizations](#), sans oublier la carte 2026 du Sipri sur les opérations multilatérales de paix.

Pour toute information ou demande d'interview, veuillez contacter :

**Stephanie Blenckner, directrice des communications**

**blenckner@sipri.org / +46 8 655 97 47**

Traduction française : Aziza Riahi, Observatoire des armements ([www.obsarm.org](http://www.obsarm.org))

STOCKHOLM INTERNATIONAL PEACE RESEARCH INSTITUTE

Le Sipri est un institut international indépendant de recherche sur les conflits, les armes et leur contrôle, et le désarmement. Fondé en 1966, le Sipri fournit des données, des analyses et des recommandations sur la base de sources ouvertes, aux décideurs politiques, aux chercheurs, aux médias et à tout public intéressé.

[www.sipri.org](http://www.sipri.org)